https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5350

Cour des contes...

- SNES académique de Dijon - S3 - Actualité du métier - Communiqués SNES-FSU -

Date de mise en ligne : jeudi 29 juin 2017

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

La FSU demande à la Cour des comptes un audit pour mesurer les richesses produites grâce aux dépenses publiques

La cour des comptes vient de rendre son audit des finances publiques.
Sans surprise, estimant que la situation n'étant pas stabilisée, la Cour préconise « un report ou une annulation de toutes les mesures d'accroissement de dépenses publiques ».
Les audits et rapports se suivent sur ce sujet sans rien avancer de très nouveau sur la table. Et c'est bien cela qui est problématique !
Notre pays ne peut plus être gouverné par les seuls objectifs budgétaires et la seule obsession de réduction de la dépense pour entrer dans le cadre des 3%.
Comment oser proposer, alors que notre pays compte plus de 6 millions de chômeurs, dont 25% de jeunes, de réduire les dépenses en faveur de l'emploi et de la formation ? Et qui peut croire, compte tenu de l'état actuel de notre système de santé, face notamment aux déserts médicaux, qu'une « maîtrise plus rigoureuse » des dépenses n'impacterait pas la qualité des soins ? Le rapport va jusqu'à s'immiscer dans les politiques à mettre en œuvre, par exemple lorsqu'il explique ce que devrait être la réforme du lycée ou pour « stabiliser les dépenses » d'éducation, la Cour des comptes propose de revenir sur le calendrier scolaire et le champ des options… Où sont les objectifs éducatifs dans tout cela ?

Bien évidemment, on retrouve dans les préconisations les éternels marronniers : gel du point d'indice des fonctionnaires, harmonisation des systèmes de retraites, suppression d'emplois dans la Fonction publique… pas plus hier qu'aujourd'hui, la FSU n'acceptera de mesure qui porterait atteinte à la situation des personnels.
Pour proposer de nouvelles restrictions budgétaires, la Cour des comptes se cache derrière le dogme selon lequel il suffirait de réduire les dépenses publiques pour rendre les politiques publiques « plus efficaces » !
Elle se garde bien de s'interroger sur les recettes supplémentaires à faire entrer dans les caisses de l'État.
La relance de l'économie de notre pays, l'exigence de réponses à apporter aux défis technologique, numérique, écologique mais aussi à ceux de la croissance démographique et de l'espérance de vie qui augmente supposent d'investir dans l'éducation, la formation, la santé, la recherche… et aussi pour l'ensemble des services publics.
Le prisme comptable n'est pas la boussole adéquate pour préparer les politiques nécessaires à mettre en œuvre. Il faut résolument partir des besoins de la population et du pays, du projet pour l'avenir de la société. Il s'agit d'oser affronter aussi la question du partage des richesses, de la lutte contre la fraude fiscale pour envisager de nouvelles recettes disponibles pour répondre aux besoins.

La FSU souhaite que la Cour des comptes se penche sur un tel audit. Mesurer les dépenses utiles pour affronter les enjeux permettant plus de progrès pour toutes et tous serait fort utile dans la période !

La FSU demande au gouvernement de ne pas suivre les pistes proposées par la Cour des comptes.

Elle attend des déclarations qui seront faites la semaine prochaine par le gouvernement, une feuille de route digne des enjeux du XXIème siècle.

Copyright © SNES Dijon